

Le très honorable Justin Trudeau, C.P., député  
Premier ministre du Canada  
Bureau du premier ministre  
80, rue Wellington  
Ottawa (Ontario) K1A 0A2

Le 3 novembre 2017

Monsieur le Premier Ministre,

Je vous écris au nom de l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire (ACCA), porte-parole des exportateurs canadiens des secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, afin d'exhorter le gouvernement du Canada à exercer son leadership dans la conclusion d'un accord de libre-échange avec les onze membres restants du Partenariat transpacifique (PTP) ainsi que dans sa mise en œuvre sans délai. À titre de deuxième force économique au sein de ce groupe, le Canada se doit de jouer un rôle de premier plan dans ce dossier. Le sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique qui se tiendra la semaine prochaine au Vietnam représente une occasion unique à cet égard.

En raison des incertitudes qui entourent les négociations de l'ALENA, il apparaît indispensable d'améliorer notre accès aux marchés de cette région dynamique qu'est l'Asie-Pacifique afin de protéger la position concurrentielle de notre agriculture sur la scène mondiale. L'ACCA représente des agriculteurs, des éleveurs, des producteurs, des transformateurs et des exportateurs de produits agroalimentaires qui souhaitent une croissance de l'économie par un meilleur accès aux marchés internationaux. Les secteurs en cause sont ceux du bœuf, du porc, de la viande, des grains, des céréales, des légumineuses à grains, du soya, du canola de même que ceux du sucre, du malt et de la transformation des aliments. Plus de 90 % des agriculteurs canadiens dépendent des marchés mondiaux, et les secteurs représentés par l'ACCA génèrent plus d'un million d'emplois en milieu rural et urbain dans tout le Canada.

La mise en œuvre graduelle de règles commerciales avec tous les pays participants est importante, mais le Japon, qui a absorbé près de quatre millions de dollars d'exportations canadiennes agroalimentaires en 2016, représente un marché à valeur ajoutée d'une importance particulière. Heureusement, le Japon s'est montré très favorable à la conclusion d'un accord depuis plusieurs mois et souhaite vivement que le PTP-11 se concrétise. Le maintien d'un accès concurrentiel au Japon est essentiel pour que le Canada atteigne l'objectif de 75 milliards de dollars d'exportations agroalimentaires en 2025 stipulé dans le budget fédéral de 2017.

Malheureusement, par contre, les concurrents du Canada ont une bonne foulée d'avance sur nous dans la conclusion d'ententes de libre-échange avec le Japon. L'Australie et le Chili ont déjà conclu



**CAFTA ACCA**

Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

des accords de libre-échange et l'entente de partenariat économique entre le Japon et l'Union européenne permettra d'abaisser 85 pour cent des tarifs japonais sur les produits agricoles et alimentaires en provenance d'Europe.

Il n'y a plus de statu quo. Plus le temps avance, plus nos concurrents consolident leurs avantages et plus nous prenons du retard auprès du marché japonais, ce qui se traduit par des pertes de possibilités de croissance économique et d'emplois ici au Canada.

Nous sommes d'accord avec le ministre François-Philippe Champagne lorsqu'il affirme « qu'il n'y a jamais eu de meilleure période qu'en ce moment pour diversifier le commerce canadien ». Un accord du PTP-11 qui intégrerait les dispositions relatives à l'accès aux marchés de l'entente initiale constitue la meilleure option et probablement la seule qui soit offerte au Canada pour s'assurer d'un accès au Japon et à de nombreux autres pays d'Asie-Pacifique en pleine croissance comme le Vietnam et la Malaisie. La mise en œuvre d'un accord commercial dans un avenir rapproché permettra d'éviter l'érosion de nos exportations vers le Japon et stimulera notre capacité à créer des emplois à l'avenir. Elle témoignera également du fait que le Canada s'efforce d'éliminer les barrières au commerce tout en générant des alliances avec nos partenaires commerciaux.

Monsieur le Premier Ministre, cette occasion historique ne peut qu'être saisie que si le gouvernement accepte d'être le chef de file de cette démarche visant la mise en place d'un accord graduel avec les pays encore membres du PTP.

Agréé, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux.

Brian Innes  
Président, Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

#### Membres de l'ACCA

- Barley Council of Canada
- Canadian Canola Growers Association
- Canadian Cattlemen's Association
- Institut canadien du sucre
- Conseil des viandes du Canada
- Conseil canadien du porc
- Conseil canadien du canola



**CAFTA ACCA**

Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

- Cereals Canada
- Produits alimentaires et de consommation du Canada
- Les Producteurs de grains du Canada
- Association nationale des engraisseurs de bovins
- Pulse Canada
- Soy Canada